

La liberté et la tendance politique islamique

chez Burhan GHALIOUNE

Freedom and Islamic political endeavor

at Burhan Ghalioun

Dr. Belhamame Nadjette*

(labo/ Les Dimensions Axiologiques (DATIPA),

Faculté des Sciences Sociales - Université Oran 02 - Algérie)

Received : 18/08/2019 - Accepted : 09/09/2019 - Published: 16/01/2020

Résumé : L'Islam est présenté comme étant plus qu'une religion au sens classique du terme : il s'agit d'un système politique et social global, dont l'importance réside non seulement dans la représentation de ses expériences historiques, mais aussi dans sa pratique en tant que force politique dans la société contemporaine. Dans le thème relatif à la religion et à l'État, apparaît l'apport intellectuel de Burhan Ghalioun et son étude de la démarche politique islamique à travers les données de la modernité dont les plus importantes sont la liberté et la démocratie. Ces données sont une partie du concept de la modernisation de la religion et de la pratique politique de la religion, pour situer à la fois le rôle du pouvoir politique et du pouvoir social dans les sociétés arabo-islamiques.

Les mots clés : Religion, politique, modernité, démocratie, liberté

Abstract:

Islam presents itself as more than a religion in the classical sense of beliefs. It is a comprehensive political and social system. Its importance lies not only in its representation of historical experiences, but also in its presence as a political force in contemporary society. Islam is presented as a holistic and inclusive system. Between religion and the state, here comes the contribution of Burhan Ghalioun and his understanding of the subject of religion and politics, which framed it in the concept of modernizing religion and modernizing the political practice of religion, both in understanding the relationship of Islam to democracy or in relation to social power.

Keywords: religion, politics, modernity, democracy, freedom.

1.Introduction :

* – belhamamenadjette@yahoo.com

Les moments de renaissance et de modernité dans la pensée arabe ont produit de nombreux courants politiques qui reflètent la présence de la modernité et de la pensée européenne et son interaction avec les sociétés arabes enracinées dans un héritage où la religion occupe une place centrale, et où parmi ces courants intellectuels, on trouve la tendance à la modernité critique dont un des représentants les plus importants se trouve être Burhan Ghalioun qui croit que ce qui constitue les sociétés est la dynamique des forces sociales et que la compréhension du mouvement des sociétés dépend de la compréhension du mouvement de ces forces.

Nous discuterons donc de la problématique du pouvoir et de l'État. En effet, ce dernier est tenu de restructurer ses institutions (éducation, recherche scientifique, économie, etc.), car tout État lié à la société et affilié à elle, est tenu d'œuvrer pour améliorer les conditions de la vie matérielle, culturelle et civile, qui est l'essence même de la société moderne. Autrement, et sans remplir ces conditions, on ne peut jamais parler de modernité intellectuelle, politique, économique, sociale ou civile.

- Qu'est-ce que la modernité ? Quelle est la différence entre elle et la modernisation?

- Quelle est l'importance et le rôle de la démocratie dans la société et l'État arabe ? La démocratie sert-elle de base pour contrecarrer les pratiques de tyrannie du pouvoir politique arabe?

- Quelles sont les causes de l'échec de l'Etat arabe moderne?

Des questions qui se rapportent au rôle de l'islam dans le processus des profondes transformations sociales et politiques vécues par les sociétés arabes et islamiques depuis plus d'un siècle et sur l'ensemble des fondements des conflits et de la convergence entre religion et État.

Quelle est la réalité de l'existence ou de l'absence d'une forme de régime politique en islam? En d'autres termes, y a-t-il une démarche politique islamique déterminée ? Cette image est-elle complémentaire avec les fondements de la modernité contemporaine, dont les plus importants sont la liberté et la démocratie ?

L'importance de la recherche dans les travaux de Burhan Ghalioun qui peuvent être considérés comme représentant une nouvelle étape de maturité intellectuelle apparaît dans l'évolution de la pensée réformiste ou moderniste arabe à travers laquelle il résume les contradictions et les échecs du processus moderniste dans le monde arabe à l'aide d'une critique approfondie.

2. La méthode :

Dans notre étude consacrée à l'examen de la pensée de Burhan Ghalioun, nous nous appuyons pour ce faire sur l'approche analytique critique pour analyser les concepts et les idées qui traitent de la situation politique complexe arabo-islamique. Pour ce faire, nous nous baserons sur une analyse des

textes mêmes de l'auteur en essayant de les soumettre à une lecture critique qui ne se suffit pas d'exposer des idées mais vise à les comprendre et à les analyser.

Burhan Ghalioun présente l'un des principaux moyens de sortir de la crise de modernisation de l'État. Selon lui, cela se résume dans la nécessité de construire un système politique démocratique avec ses règles pour l'alternance, la répartition et l'exercice du pouvoir de façon saine. Mais dans la conception de Burhan Ghalioun, nous ne pouvons parler d'aucun succès de l'expérience démocratique dans le monde arabe du fait de l'absence de facteurs de développement social et économique et d'absence de liberté.

La vision de Burhan Ghalioun de la problématique de la modernisation des Etats arabes met l'accent sur ce qui a résulté de l'échec de ces Etats comme montée des mouvements de l'islam politique, des mouvements sectaires et des fondamentalismes religieux ainsi que du déclin de la culture laïque et de la culture politique démocratique, dans la mesure où notre auteur estime que la problématique principale des politiques nationales dans les pays arabes résulte du fait que l'Etat en tant qu'organisation du pouvoir et son administrateur, garde le monopole exclusif de la pratique politique au lieu de représenter le centre principal pour la maturation des décisions, leur compilation, leur redéploiement et leur répartition à toutes les forces sociales actives. La faiblesse de l'État moderne est due à sa faiblesse politique: premièrement, en raison de son emploi en tant (qu'État-instrument), plutôt qu'en (État-nation) incarnant la volonté du citoyen et de la société libre, et à cause de sa faiblesse de souveraineté. Deuxièmement, sa transformation en un État subordonné et dépendant sur la scène internationale, dépourvu de tout rôle effectif et influent susceptible d'augmenter les chances de progrès et d'absorption des acquis de la civilisation, l'absence de caractère national de l'Etat et d'une base sociale large, cohérente et historique. Troisièmement, ce qui a accru son incapacité à répondre aux besoins et aux exigences sociales et nationales et doublé sa faiblesse morale et politique.

Les thèses de Burhan Ghalioun sont organisées en fonction de l'idée de l'ouvrage "Islam et politique ..." paru en 1997, qui traite de l'islam et de sa position en matière de politique, de démocratie, de modernité et de liberté. Elles aboutissent, toutes, à une attestation claire de la part de l'auteur quant à la nécessité de la séparation entre la religion et la politique. Cette séparation est basée chez Burhan Ghalioun sur les deux piliers de la modernité et de la liberté, et à travers eux apparaît sa position en ce qui concerne l'islam, la politique et la réalité arabo-islamique.

Burhan Ghalioun se focalise dans son livre "Islam et politique, la modernité trahie", sur ce qu'il appelle « la modernité usée » où il croit que notre modernité nous ferme les portes de la politique, de l'économie, de la culture, de la science, du savoir et de la morale ... Elle produit plus d'oppression et

d'autoritarisme que de libertés intellectuelles. Elle accumule la pauvreté et le chômage plus qu'elle n'augmente la capacité des individus à choisir d'améliorer leurs conditions de vie physiques et morales, mais encourage également le gel des esprits plutôt que le développement de l'esprit intellectuel et interrogatif. Cependant, cela ne signifie pas pour autant que Burhan Ghalioun récuse la modernité. Bien plus, la modernité n'est pas responsable de cet état de fait. La responsabilité en incombe à l'élite moderne porteuse de projets de modernisation. La critique de la modernité usée signifie la critique des impasses dont souffre le projet de modernisation dont la construction a duré deux siècles. En effet, la modernité est un processus continu de construction, de déconstruction et de structuration, aussi bien dans les sociétés à projets modernes et achevés que dans les sociétés où les ressources modernes sont insuffisantes. Par ailleurs, la modernité des sociétés modernes fait l'objet de critiques pour avoir causé des fissures internes universelles qui ont entraîné des blocages dans tous les domaines.

Il en est de même de son œuvre "L'assassinat de l'esprit", publié après son livre "Manifeste pour la démocratie" dans les années 1980. Par assassinat de l'esprit, Burhane Ghalioun entend l'ensemble des tentatives qui visent à éliminer les éléments de l'expérience spirituelle et mentale contemporaine de la théorie et de la pratique. Cela a diminué le rôle de l'esprit et l'a transformé en une simple idéologie, de même que cela a rendu la conscience aveugle et la civilisation, une technique, c'est-à-dire l'exclusion de la culture qui représente la conscience et la liberté dans la pratique politique.

Dans son livre intitulé "dialogue entre Etat et religion" qui constitue un débat sur la religion, l'Etat, la politique et la Char'ia, il traite de la crise politique et sociale, de l'évolution du mouvement islamique, du conflit entre laïcité et religion et de l'avenir de la démocratie, de même qu'il discute des méthodes et des solutions résultant du déclenchement des conflits religieux et politiques dans les sociétés arabes et expose les problèmes de religion et de politique dans le monde arabe.

Il en est de même pour le livre «Critique de la politique : l'Etat et la religion» qui traite du conflit opposant les partisans de l'Etat laïc et ceux de l'Etat islamique et soulève des interrogations sur la nature de la politique et ses relations avec la religion, ainsi que sur le concept de l'Etat lui-même, y compris le sens de la religion et sa conception au sein de nos sociétés. Il y a une partie qui a trait au mouvement islamique contemporain, aux causes de son apparition et à son développement, ainsi qu'aux causes du conflit entre religion et Etat, de même qu'à la teneur et aux perspectives de ce conflit.

Dans ce livre, Borhane Ghalioun œuvre à une réforme de la vision de la politique. Il est arrivé dans son étude sur la nature du différend entre l'Etat et la religion à une thèse dont le contenu mène à un malentendu ou à une incapacité politique. Ces deux concepts ont fini dans deux impasses :

l'impasse de l'Etat religieux (entre la Char'ia et la loi) -- et là se situe le malentendu en attribuant la Char'ia à Allah alors qu'en vérité elle doit être attribuée dans son sens jurisprudentiel à ce que les juristes musulmans ont déduit de la religion d'Allah pour élaborer une loi à la société politique -- et l'impasse de l'Etat laïc (entre la profession de foi et la politique) et là le malentendu se situe dans le changement du concept de laïcité, de la séparation du pouvoir absolu de l'Eglise et des hommes de religion et de l'Etat en Occident, en une occidentalisation d'un côté et une séparation totale entre la religion et l'Etat en Orient de l'autre, ce qui a transformé la laïcité en une profession de foi absolue.

En outre, Borhane Ghalioun estime que la cause d'avortement de la révolution religieuse en Europe réside dans la politisation de la religion et, à partir de là, l'idolâtrie des valeurs spirituelles qui étaient liées à la religion et leur transformation en valeurs contraignantes liées au pouvoir clérical et à l'Eglise. Ainsi, l'échec de la révolution politique dans les sociétés orientales a eu pour conséquence de donner une empreinte religieuse à la politique et, partant, d'échouer à assimiler ses valeurs spirituelles en leur donnant un cachet sacré et fermé et en les instituant comme idoles au sein de l'Etat.

Dans la conception de ce penseur (une conception basée sur des références conceptuelles occidentales), les mouvements islamiques n'ont pas pour cause le conflit de valeurs, de principes et de formes d'options présentées et imposées également au monde arabe et islamique, mais en raison d'éléments de non-réponse de la modernité, dont l'un des éléments les plus importants est la séparation entre la religion et la politique. C'est pour cela que nous voyons Burhane Ghalioun appeler dans la légitimité de la pensée, à la modernisation de la religion et à l'entrée dans la modernité, dans la mesure où il estime que la modernité est inévitable, c'est-à-dire qu'elle est quelque chose d'essentiel, et non pas une idée ou une théorie. La modernité est une réalité que vivent les sociétés et qui nous est imposée comme aux autres sociétés, parce qu'il s'agit d'une forme d'avancée inexorable de l'efficacité. Pour Burhan Ghalioun, nous pensons toujours que l'Occident est tel et que nous sommes tels ... En fait, nous avons été conquis et sommes devenus modernes, mais nous ne pensons pas à nos pratiques modernistes ni à notre modernité. Notre modernité nous échappe et se trouve hors de notre compréhension. Nous l'avons prise en main et nous sommes devenus des esclaves d'une modernité que nous rejetons idéologiquement mais qui nous contrôle pratiquement à notre corps défendant.

Ce refus de la modernité par le monde arabo-islamique, Burhan Ghalioun l'explique par le fait que nous sommes toujours prisonniers de nos croyances qui nous ont privé de l'indépendance et de la liberté et nous ont rendus inefficaces.

Burhan Ghalioun présente un modèle de l'Etat moderne, à savoir le modèle produit par la pensée occidentale et qui constitue le critère pour les pays arabes selon la norme de l'Etat moderne qu'il qualifie de «moderniste »*, un terme qui dérive de la modernisation. Ce concept est donné à un ensemble de changements très compliqués qui influent sur les sociétés humaines de même que son utilisation se limite aux sociétés qualifiées de développées. De ce point de vue, la modernisation équivaut à copier la modernité qui est à l'origine occidentale, mais ce n'est pas la modernité en soi. Il dit à ce sujet « il s'agit de l'Etat qui prend en charge les fonctions du développement et de la conception duquel découlent toutes les contradictions qu'implique son action. Cet Etat est voué à l'échec »¹.

Il ajoute « l'histoire ne montre pas depuis au moins deux siècles un trait continu dans la formation de la nation arabe : l'unité culturelle et l'unité économique, mais elle exprime bien au contraire l'incohérence culturelle, politique et économique. »²

- L'expansion de la politique d'oppression et la confiscation des libertés de même que la propagande d'une démocratie boiteuse à travers laquelle le pouvoir contrôle le peuple et non l'inverse. Tout cela a impacté le côté culturel et le côté économique.

Cependant, Burhan Ghalioun oublie que notre manque d'efficacité n'est pas due seulement à notre dépendance à nos croyances erronées mais aussi et de façon claire à notre privation de liberté pour rectifier ces croyances. En vérité, nous sommes le résultat d'une période du colonialisme qui a engendré de nouveaux paradigmes pour notre culture, notre politique, notre économie et notre religion, d'une façon qui a renforcé le sous-développement et l'oppression ainsi que la dépendance à la société occidentale. En revanche, cette dernière s'est unifiée grâce au phénomène du colonialisme et a fait de ses colonies des structures liées les unes aux autres qui ont donné lieu à l'inefficacité ou à la passivité.

Les sociétés arabes ont perdu la capacité du changement parce qu'elles ont perdu à l'origine la liberté.

* – Baudon, Raymond et Boriko, Francis, Le dictionnaire de socio-critique de la sociologie, traduit par Salim Haddad, Presses des publications universitaires, Algérie, volume 1, 1986. P 148

¹ – Ghalioun, Burhan, Centre pour les études de l'unité arabe, l'épreuve Arabe l'État contre la nation, Beyrouth, Liban, 1994. , P : Numéro.,p15.

² – Ghalioun, Burhan, manifeste pour la démocratie, éd Bouchème, Algérie. 1990., p 58.

Par ailleurs, l'unification du monde entre les civilisations, les peuples et les nations est, selon l'expression du penseur 'Adel 'Abd El-Mahdi, une unification inégale qui a engendré une seule efficacité, à savoir la dépendance, le sous-développement, l'oppression, le pillage et la pauvreté (tous ces facteurs font partie de la modernité comme la présente l'Occident).

Burhan Ghalioun considère la liberté comme le contenu principal et véritable du contrat politique contemporain et comme le principe de la vraie démocratie dans la mesure où tous les membres de la société démocratique sont libres.

Il dit à cet égard : «A partir de ce principe fondamental, découle aussi le principe de la souveraineté populaire. En effet, une fois que l'individu se libère de toute tutelle, sa personnalité, sa loi et le pouvoir à qui il est tenu d'obéir, ne peuvent avoir d'autre origine ou source que l'individu lui-même ».¹

Le principe de la vraie démocratie, nous le trouvons dans les livres de Burhan Ghalioun sans pouvoir le situer avec précision, dans la mesure où il refuse de regarder la démocratie comme le modèle d'un système prêt à être mis en application. Il dit à cet effet : «Les propos sur la cristallisation du concept historique de la démocratie ne doit pas nous pousser à regarder la démocratie comme un modèle théorique fin prêt qui n'attend que l'application »².

En effet, la démocratie, aux yeux de Burhan Ghalioun, est un travail et un combat de tous les jours, en d'autres termes « un effort quotidien axé sur la restructuration de ses institutions politiques et sociales ».³

La question démocratique en tant qu'outil de réforme et de renouvellement politique, économique et social, a besoin de conditions à même d'aider à l'adoption de la démocratie comme base juridique et morale régissant les relations entre les partenaires politiques et sociaux. Cependant, la démocratie doit être un cadre de redressement de la politique et non une politique alternative. De même que le cadre général de l'action politique doit être la liberté. La démocratie est un champ qui permet l'expression d'un système de valeurs qui administre la vie des gens. Il s'agit d'une série de principes au sujet desquels Burhan Ghalioun dit : « Le terme simple de la démocratie est celui qui comporte ces trois

¹ Burhan Ghalioun « La méthode d'étude de l'avenir de la démocratie dans les pays arabes », 'Alî Khalîfâ Al-Kouwâri et autres « la question de la démocratie dans le monde arabe », p238.

² Burhan Ghalioun « Islam et politique : la modernité trahie », éditions Casbah, Alger, 1997, p59.

³ Burhan Ghalioun « La méthode d'étude de l'avenir démocratique dans les pays arabes », p239.

principes dont on ne peut s'en passer dans l'établissement de n'importe quel système politique ayant la caractéristique démocratique »¹

Ces principes sont :

1. La pluralité organisationnelle et intellectuelle.
2. La reconnaissance des libertés politiques.
3. L'alternance au pouvoir à travers les élections générales.

Ainsi, la démocratie, avec ce qu'elle implique comme citoyenneté, liberté et participation, représente « les caractéristiques de la civilisation humaine »²

Le cadre culturel approprié à l'exercice démocratique est le cadre de la culture vivante. Or, la culture n'est vivante que si elle est en mesure d'innover et de développer « les valeurs de liberté, d'ouverture, de dialogue et de justice. Cela, parce que ces valeurs sont celles qui font qu'une culture est plus attractive que d'autres »³.

4. Les résultats et le débat :

Il reste que cette thèse sur le concept de liberté (à savoir le refus de se soumettre à n'importe quelle tutelle) n'est pas reflétée par la personnalité pratique et la réalité, en ce sens que cette vision n'est qu'une simple couverture pour faire passer l'idéologie du système de domination nationale et universelle comme il est déterminé en Occident. Certes, l'individu s'est affranchi dans ce système de certaines formes de tutelles. En effet, l'individu qui s'est affranchi des liens familiaux et communautaires devient un être esseulé face à des forces considérables organisées au niveau des valeurs, de la communication, de l'économie et du social à qui il est obligé de faire allégeance ou de se rebeller contre elles. Il s'agit en Occident des deux ensembles ou blocs de la droite et de la gauche ou des républicains et des démocrates. Ainsi, la démocratie qui implique une vraie alternance entre des individus libres n'a pas atteint sur le plan pratique ce niveau et ce qu'on appelle « les individus libres » ne s'est pas transformé en véritable volonté populaire. L'activité démocratique n'est pas animée seulement par le « jeu démocratique » mais elle est animée aussi par des forces non éloignées et non

¹ Samir Amine et Burhan Ghalioun « Débat entre Etat et religion », le centre culturel arabe, 1^{ère} édition, Liban, Maghreb, 1996, p189

² Samir Amine et Burhan Ghalioun « Débat entre l'Etat et la religion », p189.

³ Burhan Ghalioun « L'identité culturelle et les politiques culturelles dans les pays dépendants », la pensée arabe contemporaine, N°17, Beyrouth Liban 1981, p28.

soumises à n'importe quel contrôle, en mesure de constituer de vrais centres de puissance sur les plan national et international en ce qu'elles possèdent comme moyens matériels et immatériels.

Ces forces forment des gouvernements en Occident, des gouvernements de la minorité aussi. Or, les gouvernements occidentaux sont des gouvernements mondiaux du point de vue économique, politique, sécuritaire, social et principal. En outre, l'Occident détient des capacités de pression sur les autres Etats dans la mesure où il influe véritablement sur la situation de beaucoup de pays arabes et musulmans. De ce fait, le concept de liberté qu'exige l'activité démocratique qui est présent en Occident demeure absent dans les pays arabes et musulmans qui, de leur côté, et par l'intermédiaire de leurs dirigeants, ont imposé des concepts intérieurs comme la pauvreté, l'oppression et l'injustice. A vrai dire, nous avons perdu la capacité de récupération de notre existence et de notre efficacité dans la mesure où les choses ne se limitent pas (comme le font certains de nos penseurs) à faire des comparaisons entre l'Occident et nous (cette méthode n'apporte aucun avantage), mais il faut plutôt bien connaître les limites de ce que nous maîtrisons réellement et de ce qui échappe à nos capacités afin de pouvoir voir clairement quel est le système authentique à travers lequel nous pouvons concrétiser notre liberté et sortir du cercle du colonialisme intérieur et extérieur. Il semble que ce système qui est proposé aujourd'hui comme étant la voie pour le monde musulman afin de sortir du cercle de la dépendance, du sous-développement et de l'oppression, ce système que nous avons délaissé, se trouve être l'Islam qui est devenu une réalité que personne ne peut ignorer et dont on suppose qu'il doit entrer impérativement dans plusieurs étapes avant de réussir à changer la réalité religieuse en réalité politique et sociale. Cela apparaît à travers les sociétés qui ont vu des mutations intellectuelles importantes comme la Tunisie, l'Iran, l'Egypte, l'Algérie, la Syrie, l'Irak... Ces sociétés où furent exposées les questions de la liberté et de la citoyenneté, virent la montée du courant islamique sous une nouvelle forme. La mutation du religieux vers le politique est récusée par Burhan Ghalioun. Selon lui, à suivre ce raisonnement, Mohammed (que la prière et le salut soient sur lui) aurait été un perceur d'impôts et non un guide. Certes, Mohammed (sur lui la prière et le salut) est venu en premier lieu comme guide, mais il a perçu aussi les impôts et a accompli toutes les tâches politiques, guerrières et sociales, qui incombent à tout homme d'Etat moderne.

Burhan Ghalioun fait l'amalgame, ici, entre l'influence de la religion dans l'élaboration des conditions et du travail de l'Etat et entre la religion elle-même. Si la religion est une nécessité pour la propagation de la religion, elle n'est pas pour autant un de ses fondements. En effet, la religion vit avec ou sans Etat. Aux yeux des musulmans, l'Etat est là par la volonté des gens, il ne peut être imposé ou maintenu par contrainte et force. En outre, le religieux a le droit de bâtir son Etat de même qu'il est du devoir du

musulman d'utiliser tous les moyens et toutes les institutions, y compris l'institution de l'Etat pour matérialiser les principes de la foi propres à lui. S'il échoue dans cette démarche, cela ne veut nullement dire que la moitié du musulman va mourir comme le rappelle l'ironie de Burhan Ghalioun. Par ailleurs, dans les pays non musulmans, il est du devoir du musulman de respecter les lois qui ne lui portent pas atteinte dans la mesure où il préserve sa religion.

L'Etat qui est institué selon des règles religieuses n'est pas un Etat de droit divin qui se situe au-dessus de la volonté des gens comme l'imagine Ghalioun. Il est comme les autres pouvoirs qui peuvent avoir raison et se tromper. L'utilisation du politicien musulman de l'Islam n'est pas un crime. C'est le fait d'inventer de telles accusations qui suscite les dissensions (fitna) dans la mesure où il empêche tout dialogue entre les parties antagonistes. Burhan Ghalioun avance des concepts erronés de la religion en prétendant que la « Hâkimiyya », (le pouvoir d'Allah sur toute chose) auquel croient les musulmans a un caractère sacré qui n'accepte aucune discussion tandis que la légitimité politique accepte la critique rationnelle. Quant à la légitimité religieuse, elle s'élève au-dessus de la critique rationnelle et se soumet à ce qu'il y a dans le Livre.

Si le principe démocratique impose impérativement le respect de la volonté populaire, il faut prendre en considération le fait que l'Islam, dans les pays musulmans, n'est pas seulement un courant de pensée, loin s'en faut, mais il représente l'identité même de ces pays. Il est la religion des peuples des pays musulmans. Cela indique implicitement que ces peuples sont attachés viscéralement au référent religieux dans leur vision des affaires sociales, politiques et religieuses, d'après ce qui est lié aux nécessités de leur vie et non d'après ce qui est présenté comme représentations occidentales. Par conséquent, il est impératif pour donner droit de cité à la liberté et à l'autonomie dans les pays musulmans, pour organiser les constantes de ces pays et respecter la volonté populaire, que les forces nationales qui ne voient pas en l'Islam un référent pour leurs idées, de le respecter à priori et de ne pas lui porter atteinte, sinon il y a risque de fitna et de guerre civile, comme c'est le cas dans certains pays arabes et musulmans qui excluent le courant islamique du monde politique et social et l'empêchent de réfléchir à un projet basé sur les principes de l'Islam et de participer au pouvoir. De ce fait, la critique de la religion et son empêchement à participer à la vie politique sous prétexte que c'est une question de conviction personnelle qui n'accepte aucune discussion et ne peut avoir recours au peuple, empêche le musulman de participer à l'action politique. Souvent, cet empêchement est appuyé par une soit disant opposition aux forces de la régression et du confessionnalisme et par une revendication de la non utilisation de l'Islam à des fins politiques. Il est vrai que les tenants d'une telle

opposition veulent que nous agissions selon le jeu démocratique dont les critères ont été fixés par les pays occidentaux.

Certes, il y a des penseurs arabes et musulmans qui, à l'instar de Burhan Ghalioun, estiment qu'il est indispensable de séparer la religion de la politique. A leurs yeux, la religion est un ensemble de valeurs abstraites, spirituelles et morales mais d'ordre individuel qui ne comportent aucune dimension sociale ou politique.

Cela implique à son tour l'abolition de toute démarche visant à bâtir un Etat où la religion peut élargir le cercle de son efficacité. Quel sens donner dès lors à la liberté, une fois que toutes les tutelles sont abolies sauf la tutelle idéologique de tendance occidentale à laquelle croient certains de nos penseurs sous une forme qui abroge toutes nos valeurs ?

Sommes-nous tenus de chercher les sources de notre renaissance dans l'échec de la laïcité et de la modernité comme le fait Burhan Ghalioun au lieu de regarder dans les éléments subjectifs qui composent notre identité ? Même si ces éléments se sont trouvés exposés tout au long de notre histoire à des problèmes qui ont donné lieu aux débuts de l'Etat totalitaire, il nous faut quand même les corriger, les réformer et les combattre avec ce qui est conforme à notre identité et non avec l'identité d'autrui. N'est-il pas possible d'ouvrir un champ à la réalité religieuse afin qu'elle fasse son travail positif dans les domaines politique et social et, à ce titre, ouvrir aussi le champ à l'énergie du peuple et ses libertés, ce qui mettra fin à coup sûr aux formes d'oppression et de violence auxquelles nous sommes soumis sur le plan intérieur et extérieur ? N'avons-nous pas les capacités de connaître la nature du système avec lequel nous pouvons déterminer nos possibilités et nos moyens pour changer notre état de fait en nous débarrassant de toute chaîne intérieure ou extérieure ?

Conclusion :

Il ressort de cette étude que la conception de Burhan Ghalioun concernant la liberté et l'action politique islamique dans les pays (même si cette conception est bâtie essentiellement sur l'expérience de Burhan Ghalioun dans son pays la Syrie et les pays de l'Orient arabe en particulier), manque à notre avis d'une étude réaliste des plates-formes intellectuelles et culturelles profondes sur lesquelles est assise l'expérience de la religion et de la politique dans les pays arabes et islamiques. En effet, la modernité possède ses capacités humaines intrinsèques qui peuvent être assimilées par l'esprit de la culture d'une société où la religion est considérée comme un fondement essentiel.

Sauf qu'il est possible de dire que les bases des mutations démocratiques sont présentes aujourd'hui dans toutes les sociétés, que ce soit les sociétés avancées ou les sociétés arriérées. Le stimulant commun entre elles, est l'aspiration aux valeurs humaines, en premier lieu les valeurs de liberté, de

justice, de droit et de citoyenneté. Cependant, la mise en œuvre de ces valeurs reste liée à la particularité des conditions de leur concrétisation et leur différence dans la plate-forme culturelle et politique reçue par les élites sociales ainsi que sa situation par rapport au système des relations internationales et aux domaines de répartition des richesses mondiales. De ce fait, toute démarche politique – quel que soit son référent – devient apte à l’alternance, mais dans le cadre de la modernité rationnelle qui prend en considération les particularités des sociétés. Le défi historique qu’affrontent les sociétés arabes réside dans leur capacité à assimiler le développement technologique et scientifique de la modernité qui nous place au centre de ce monde et non sur sa marge. Sur le plan politique, nous ne pouvons parler d’aucune démarche politique islamique ou laïque tant que nous ne passons pas du concept outil de la modernité à son concept spirituel. Dès lors, il devient indispensable d’acquiescer la culture de la pensée, la culture de la liberté et la culture de la participation.

Références :

Ghalioun, Burhan, manifeste pour la démocratie, éd Bouchème, Algérie. 1990.

Ghalioun, Burhan, l’épreuve Arabe l’État contre la nation, Centre pour les études de l’unité arabe, , Beyrouth, Liban, 1994. , P : Numéro.

Ghalioun Burhan, Islam et politique, la modernité trahie, éd la découverte, paris 1997. P : Numéro.

Ghalioun, Burhan, Critique de la politique pratique, Centre culturel arabe, Maroc, Liban, 1999. édit 1.

Ghalioun, Burhan, La méthodologie de l’avenir de la démocratie dans les pays arabes, Ali Khalifa Al-Kuwari et autres. La question démocratique dans le monde arabe. Centre d’édition pour les études sur l’unité arabe, Beyrouth 2000.

Amine Samir et Ghalioun, Burhan, Dialogue entre l’Etat et la Religion, Le Centre Culturel Arabe, Liban, Maroc, , 1996

Ghalioun, Burhan, Étude sur l’avenir de la démocratie dans les pays arabes. Centre d’édition pour les études sur l’unité arabe, Beyrouth 2000.

Les Revues :

Ghalioun, Burhan, Identité culturelle et politiques culturelles dans les pays dépendants, pensée arabe contemporaine, n° 17, Beyrouth Liban 1981.

Les dictionnaires :

Baudon, Raymond et Boriko, Francis, Le dictionnaire de socio-critique de la sociologie, traduit par Salim Haddad, Presses des publications universitaires, Algérie, volume 1, 1986.